



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

**Unité Départementale
Meurthe-et-Moselle / Meuse**
Division de Nancy

Nancy, le 7 mars 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/01/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TOTAL ENERGIES

875 rue de l'escadrille des cigognes
54200 TOUL

Référence : AML/NW/324_2022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/01/2022 dans l'établissement TOTAL ENERGIES implanté 875 rue de l'escadrille des cigognes 54200 TOUL. L'inspection a été annoncée le 17/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action régionale "respect des échéances". Le rapport d'instruction du dossier de réexamen des conditions de fonctionnement au regard de la Directive IED, fixait certaines échéances au regard de l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion relevant de la rubrique 3110.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTAL ENERGIES
- 875 rue de l'escadrille des cigognes - 54200 TOUL
- Code AIOT dans GUN : 0006208313
- Régime : Autorisation

La société TOTAL ENERGIES exploite une centrale de production d'électricité à cycle combiné gaz sur le territoire de la commune de TOUL.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risques chroniques - rejets atmosphériques
- Risques accidentels

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Programme de surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 24	/	
Programme de surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 26	/	
Conditions de respect des valeurs limites	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 35	/	
Rejets accidentels	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 50	/	
Prévention des risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 57	/	
Prévention des risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 58	/	
Prévention des risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 60	/	
Prévention des risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 62	/	
Prévention des risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63	/	
Dépôts, Entretien et Maintenance	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 65	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les échéances sont globalement respectées, celles qui le sont partiellement sont tributaires de contraintes extérieures, notamment de la période d'arrêt de l'installation, leur réalisation est toutefois programmée sous un délai court.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Programme de surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 24
Prescription contrôlée : - pour les autres installations une mesure semestrielle est effectuée et l'exploitant réalise une estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation. Les conditions d'application du présent alinéa sont précisées dans le programme de surveillance, prévu à l'article 23 du présent arrêté.
Constats : Un contrôle des émissions de poussières et SO ₂ de la turbine à combustion a été réalisé le 14 juin 2021. Ce dernier montre une conformité des résultats. La périodicité semestrielle de ce contrôle a fait l'objet d'un travail planifié (WP n°1170) dans le logiciel de suivi. Échéance fixée au 31/07/2021 respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Programme de surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 26
Prescription contrôlée : - pour les autres installations, une mesure semestrielle est effectuée.
Constats : Ce point a également été réalisé lors du contrôle du 14 juin 2021 et est également programmé dans le WP n°1170. Échéance fixée au 01/07/2021 respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Conditions de respect des valeurs limites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 35
Prescription contrôlée : Il n'est pas tenu compte de la valeur moyenne journalière lorsque trois valeurs moyennes horaires ont dû être invalidées en raison de pannes ou d'opérations d'entretien de l'appareil de mesure en continu. Le nombre de jours écartés pour des raisons de ce type est inférieur à 10 par an. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires à cet effet. Dans l'hypothèse où le nombre de jours écartés dépasse 30 par an, le respect des valeurs limites d'émission est apprécié en appliquant les dispositions de l'article 36.
Constats : Le nombre de jours devant être écartés de l'autosurveillance pour cause de pannes, opérations d'entretien, est une information déjà existante dans le logiciel de suivi des équipements. L'information est désormais extraite mensuellement et suivie sur l'année. Échéance fixée au 31/12/2021 respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Rejets accidentels

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 50
Prescription contrôlée : I. - Les dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir, en cas d'accident de fonctionnement se produisant dans l'enceinte de l'établissement, de déversement de matières qui, par leurs caractéristiques et leurs quantités, seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu naturel récepteur ou les réseaux publics d'assainissement. II. - Le sol de la chaufferie et de tout atelier employant ou stockant des liquides inflammables ou susceptibles de polluer le réseau d'assainissement ou l'environnement sont imperméables, incombustibles et disposés de façon que les égouttures ou, en cas d'accident, les liquides contenus dans les récipients ou les appareils ne puissent s'écouler au-dehors ou dans le réseau d'assainissement.
Constats : La rétention extérieure de la station de déminéralisation de l'eau n'est plus utilisée en tant que telle, car non étanche. L'avaloir interne de la station est condamné afin que la zone soit étanche. Échéance fixée au 31/12/2021 respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Prévention des risques d'incendie et d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 57
Prescription contrôlée : III. - L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des combustibles et produits stockés auquel est annexé un plan général des stockages. Ces informations sont tenues à la disposition des services d'incendie et de secours ainsi que de l'inspection des installations classées et sont accessibles en toute circonstance.
Constats : L'inventaire des produits chimiques est disponible, chaque produit dispose d'un état des stocks renseigné. L'exploitant doit en faciliter l'accès en regroupant les informations au sein d'un même fichier. Le plan est existant et est en cours d'actualisation. Échéance fixée au 31/07/2021 partiellement respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Prévention des risques d'incendie et d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 58
Prescription contrôlée : II. - L'ensemble des opérateurs reçoit une formation initiale adaptée. Une formation complémentaire annuelle à la sécurité d'une durée minimale d'une journée leur est dispensée par un organisme ou un service compétent. Cette formation portera en particulier sur la conduite des installations, les opérations de maintenance, les moyens d'alerte et de secours, la lecture et la mise à jour des consignes d'exploitation. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un document attestant de cette formation : contenu, date et durée de la formation, liste d'émargement.
Constats : La formation du personnel est réalisée via un simulateur valide sur 3 ans Échéance fixée au 31/12/2021 respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Prévention des risques d'incendie et d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 60
Prescription contrôlée : I. - Dans les parties de l'installation visées à l'article 59 du présent arrêté et présentant un risque atmosphères explosives , les installations électriques sont conformes aux dispositions du décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible. Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. Cependant, dans les parties de l'installation où les atmosphères explosives peuvent apparaître de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée, les installations électriques peuvent être constituées de matériel électrique de bonne qualité industrielle qui, en service normal, n'engendre ni arc, ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion. II. - Les dispositions de l'arrêté du 31 mars 1980 modifié portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion s'appliquent. En particulier, les canalisations électriques ne sont pas une cause possible d'inflammation et sont convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause. III. - Foudre.L'exploitant met en œuvre les dispositions relatives à la protection contre la foudre de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
Constats : L'analyse de l'adéquation zone-matériel sur l'ensemble des zones ATEX par un organisme extérieur était prévue semaine 52 lors de la période d'arrêt pour maintenance (bon de commande du 17/09/2021). Cette période ayant dû être reportée, cette analyse sera réalisée à la prochaine période d'arrêt (avril ou août).
Échéance fixée au 31/12/2021 partiellement respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Prévention des risques d'incendie et d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 62
Prescription contrôlée : II. - Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz combustible fait l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité qui est réalisée sous la pression normale de service.
Constats : Le contrôle par caméra US de l'ensemble des tuyauteries, a été réalisé en décembre 2021, et sa périodicité annuelle est programmée (WP n°1174).
Échéance fixée au 31/12/2021 respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Prévention des risques d'incendie et d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63
Prescription contrôlée : Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement.
Constats : Le test de la chaîne de coupure automatique est programmé annuellement et fera l'objet d'un test lors du prochain arrêt pour maintenance.
Échéance fixée au 31/12/2021 respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Dépôts, Entretien et Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 65
Prescription contrôlée :
<p>Constats : Au niveau de la zone déchets, un test fluo a permis de vérifier que l'avaloir de cette zone est raccordé au réseau d'eaux pluviales (séparateur d'hydrocarbures et bassin de collecte). Les déchets étant placés sous abri et sur rétention, cet avaloir ne collecte que des eaux pluviales de voirie.</p> <p>Échéance fixée au 31/12/2021 respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite